



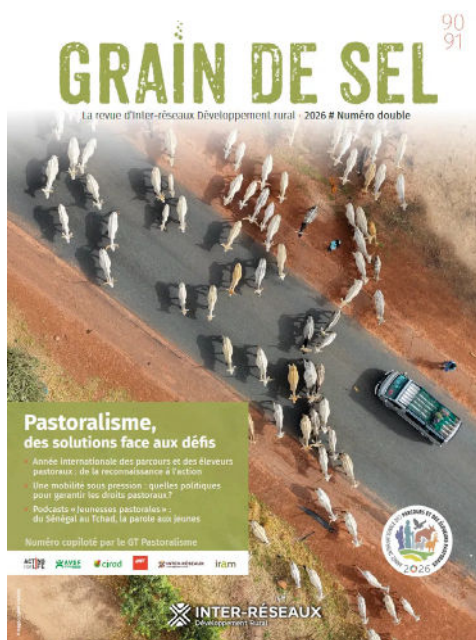
BULLETIN DE VEILLE

N° 535
15 octobre
2026

Ce bulletin de veille vous propose une sélection de nouvelles ressources issues de notre veille et accessibles en ligne sur notre site, avec notre agenda et nos recommandations de podcasts. Vous cliquez désormais directement sur le titre de la ressource pour y accéder. Bonne lecture !

A LA UNE

Pastoralisme : quelles solutions face aux défis ? Le nouveau numéro double de Grain de Sel



Fin août en Mongolie, la COP17 a donné au pastoralisme une visibilité internationale rarement atteinte. Reste à traduire cette reconnaissance en actes. Dans le cadre de l'Année internationale des parcours et des éleveurs pastoraux (IYRP 2026), Inter-réseaux Développement rural publie, en partenariat avec le Groupe de travail sur le Pastoralisme, un numéro double de *Grain de Sel* consacré aux transformations du pastoralisme en Afrique de l'Ouest et du Centre. Face à une mobilité contrainte par l'insécurité, les restrictions frontalières, la pression foncière et le changement climatique, quelles politiques et quelles solutions sont aujourd'hui expérimentées ou débattues ?

Une trentaine de contributions croisent les regards d'institutions régionales (CEDEAO, UEMOA, CILSS), d'organisations pastorales (Apress, RBM), de la FAO, de l'Alliance mondiale de l'IYRP, de chercheurs et d'acteurs des territoires. Elles montrent des réponses concrètes : 19 300 hectares de zone pastorale sécurisés par la concertation à Thiou au Burkina Faso, des données communautaires pour lutter contre les vols de bétail dans l'Atacora au Bénin, ou encore des dispositifs visant à mieux réinvestir les recettes des marchés à bétail au nord du Togo. Elles mettent aussi en débat les modèles d'élevage : quelle place pour les cultures fourragères dans les systèmes mobiles ? Et quelles limites pour le ranching, dont les besoins fonciers pourraient représenter jusqu'à 55 % du territoire national dans certains pays côtiers ? Un constat revient : sans règles collectives ni reconnaissance juridique, les infrastructures ne suffisent pas.

Le numéro dresse également le bilan de Nouakchott+10. Les institutions régionales réaffirment leurs engagements, mais reconnaissent que leur traduction nationale « reste à prouver ». Le RBM questionne, de son côté, la place des organisations pastorales dans les décisions régionales : sont-elles réellement en mesure d'influencer les arbitrages, et comment rendent-elles compte de ces processus aux communautés qu'elles représentent ?

Le numéro donne aussi une place importante aux transformations sociales : accès des femmes aux ressources et aux espaces de décision, leadership et renouvellement générationnel. Ces questions se prolongent dans quatre podcasts « Jeunesses pastorales », où neuf jeunes femmes et hommes, du Sénégal au Tchad, échangent sur les technologies, le leadership, les rapports de genre et l'adaptation climatique. Cette série a été co-réalisée dans le cadre du projet ProcLead-JAP, porté par Inter-réseaux Développement rural en consortium avec PAEP/RBM Togo, avec les Jeunes Ambassadeurs et Ambassadrices du Pastoralisme du RBM et des jeunes de l'Apress.

Bonne lecture, et bonne écoute !

Numéro spécial Année internationale des parcours et des éleveurs pastoraux, réalisé en partenariat avec le Groupe de travail sur le Pastoralisme (GT Pasto), qui regroupe Acting For Life (AFL), Agronomes et Vétérinaires Sans Frontières (AVSF), le Cirad, le Gret, Inter-réseaux, l'Iram.

Lire le numéro : <https://www.inter-reseaux.org/publication/grain-de-sel-n90-91/>

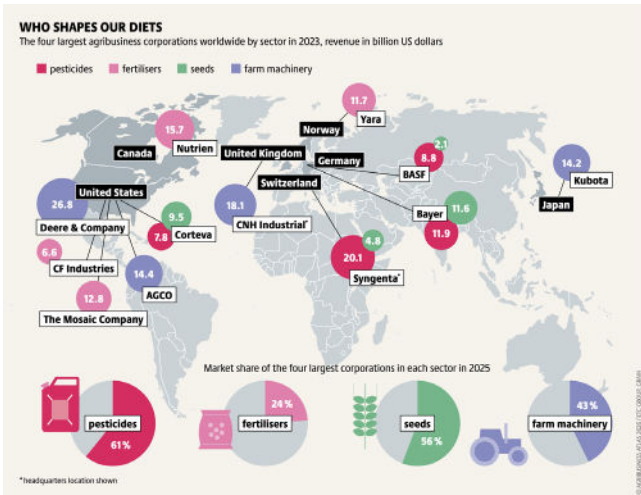
Écouter les podcasts : <https://soundcloud.com/inter-reseaux/sets/grain-de-sel-jeunesses>

Appel aux dons ! Inter-réseaux a besoin de vous !

Nos bulletins de veille et nos publications sont depuis toujours accessibles gratuitement à toutes et tous. Mais dans un contexte de fortes difficultés de financement pour la solidarité internationale, leur pérennité est aujourd'hui fragilisée. Si vous souhaitez continuer à nous lire et soutenir une information qui fait entendre la voix des agricultures familiales dans les politiques publiques, vous pouvez faire un don. Chaque contribution, même modeste, nous aide à poursuivre cette mission et à maintenir nos contenus en accès libre.

Nous soutenir

EN IMAGE



Atlas de l'agroalimentaire. Comment une poignée de grandes entreprises contrôlent de plus en plus ce que nous mangeons Rapport, Fondation Böll - IPES Food - Les Amis de la Terre Europe, septembre 2026, en anglais

Cet atlas, coordonné par Lena Luig, de la Fondation Heinrich Böll, montre en cartes et en graphiques la concentration croissante du pouvoir des multinationales dans les systèmes alimentaires. Quatre entreprises contrôlent ainsi 61 % du marché mondial des pesticides. Ses 19 chapitres analysent notamment le lobbying, les brevets sur les semences, la spéculation alimentaire et leurs conséquences sur les producteurs, productrices, consommateurs et consommatrices. Un chapitre signé Million Belay valorise les marchés territoriaux africains et présente la campagne « My Food is African » de l'Alliance pour la souveraineté alimentaire en Afrique (AFSA). Parmi les alternatives proposées figurent un droit de la concurrence renforcé, la régulation des prix et les achats publics auprès de l'agriculture familiale.

Le travail qui nous nourrit

Rapport, IPES-Food, octobre 2026

En complément de son atlas sur la concentration du pouvoir économique dans les systèmes alimentaires, IPES-Food analyse les conditions de travail des 1,4 milliard de personnes employées dans ces systèmes à l'échelle mondiale, soit deux emplois sur cinq. Des exploitations agricoles aux plateformes de livraison, le rapport documente une exploitation structurelle : faibles rémunérations, travail informel, discriminations et protections juridiques insuffisantes. Il montre comment la concentration des entreprises, les politiques migratoires, les technologies numériques et le dérèglement climatique aggravent cette situation.

Le résumé du rapport est disponible [ici](#)



Commerce, capitalisme et système alimentaire – Session d'étude avec Raj Patel

Replay de webinaire, Via Campesina, septembre 2026, en anglais

Dans cette conférence organisée par La Via Campesina, Raj Patel, auteur, universitaire et militant, replace le commerce international et le système alimentaire mondial dans l'histoire longue du capitalisme, de la colonisation à l'ère néolibérale. Il montre que les marchés sont des constructions politiques et non naturelles, et invite les mouvements paysans à saisir la période actuelle d'incertitude pour proposer leurs propres règles, fondées sur la souveraineté alimentaire.

Agriculture familiale

Towards commercial smallholder farming: the key to Africa's agricultural development

Etude, Sjoerd Zanen et Mark Versteeg, septembre 2026, en anglais

Cette étude tire les leçons de cinquante ans d'interventions agricoles en Afrique, à partir de l'expérience d'un groupe d'ancien·nes expert·es du développement. Elle défend l'intensification et la diversification de la petite agriculture comme clé de la sécurité alimentaire, et décrit la transition de paysans et paysannes vers une agriculture commerciale maîtrisant production, transformation et vente. L'analyse de 22 interventions, dont la réforme de l'Office du Niger, classe les facteurs de réussite : commercialisation et transformation en tête, puis organisation des producteurs et productrices, recherche, technologie, financement et contexte politique.

Agro-foresterie

The Socio-Economic impacts of agroforestry systems in Africa. A Knowledge Review

Etude, Commission Européenne, Joint Research Centre (JRC), 2026, en anglais

Cette revue de connaissances du Centre commun de recherche (JRC) de la Commission européenne synthétise 66 travaux sur les effets sociaux et économiques de l'agroforesterie en Afrique. Associer arbres, cultures et élevage améliore le plus souvent les rendements et les revenus, diversifie l'alimentation et aide les familles à traverser sécheresses, soudures et chutes de prix. Les femmes et les jeunes y trouvent des emplois, mais ces bénéfices ne sont pas automatiques. L'adoption reste freinée par des gains tardifs, un surcroît de travail, le manque de plants, de crédit, de conseil et de débouchés, et l'insécurité foncière. La revue recommande de combiner incitations à la production, accès aux marchés, formation et appui ciblé aux femmes.

Changement climatique

Climate-smart characteristics of the FSRP agricultural technologies in Ghana. Crop Production and Agricultural Engineering for water management and irrigation

Note, CORAF, septembre 2026, en anglais

Cette note du CORAF passe en revue les techniques agricoles promues au Ghana par le Programme de résilience des systèmes alimentaires (FSRP) pour aider les agriculteurs et agricultrices à faire face au changement climatique. Sa principale recommandation : ne pas diffuser ces techniques une par une, mais les associer (semences améliorées, fertilisation, équipements, gestion de l'eau) et les accompagner d'informations météo et climatiques fournies à temps. Pour favoriser leur adoption, la note appelle à former les petites producteur·ices par des démonstrations et des visites de terrain, à faciliter l'accès aux subventions, au crédit et aux intrants, à mieux coordonner recherche, conseil agricole, organisations paysannes et services de l'État, à suivre les résultats avec les producteur·ices et à tirer les leçons des expériences locales.

Coopération internationale

Transformer la coopération : les actes du séminaire international du programme CAAC

Actes, CFSI, octobre 2026

Ces actes tirent le bilan de douze ans du programme Coopérer autrement en acteurs de changement (CAAC, 2014-2026) du CFSI, soutenu par l'Agence française de développement (AFD) et la Fondation de France. L'étude d'impact montre que coopérer en réciprocité transforme d'abord les postures des professionnel·les, qui passent du « faire » au « faire avec », puis les organisations et parfois les politiques publiques. Les échanges pointent aussi des freins : budgets et risques peu partagés entre partenaires, guichets de financement inadaptés aux projets de territoire. Dix initiatives pluri-acteurs sont présentées, notamment au Togo, au Sénégal et en Guinée.

AidWatch 2026: Europe's Changing International Cooperation: What ODA Trends Reveal

Rapport, CONCORD, septembre 2026, en anglais

Ce rapport montre que la baisse de l'aide publique au développement européenne en 2025 (-11,4 %) masque un recul plus profond : plus d'un euro sur cinq déclaré par les États membres n'atteint jamais les pays partenaires. Cinq postes gonflent les chiffres : frais d'accueil des réfugiés dans les pays donateurs, frais de scolarité, instruments du secteur privé, prêts et allègements de dette. L'aide se concentre sur l'Ukraine et sert de plus en plus les intérêts stratégiques européens, au détriment des pays les moins avancés. Ses fiches par pays permettent de comparer les pratiques nationales.

Réductions historiques de l'aide : comment l'Afrique réagit-elle ?

Note, Fondation Jean-Jaurès, Policy Center for the New South, septembre 2026

Karim El Aynaoui et Hafez Ghanem analysent la baisse historique de l'aide publique au développement (APD) en Afrique. En 2025, l'aide des pays de l'Organisation de coopération et de développement économiques (OCDE) a reculé d'environ 23 %, et celle destinée à l'Afrique de plus de 25 %. Cette baisse touche d'abord la santé et la sécurité alimentaire dans les pays à faible revenu. Les auteurs y voient pourtant une occasion de renforcer l'autonomie économique du continent. Ils recommandent d'augmenter les recettes fiscales, de mieux mobiliser l'épargne et les transferts de la diaspora, de diversifier les partenaires et d'accélérer la mise en place de la Zone de libre-échange continentale africaine (ZLECAf).

Foncier

Territorialités terrestres et maritimes au regard de la Déclaration des Nations Unies sur les droits des paysans et des autres personnes travaillant dans les zones rurales (A/81/211)

Rapport, Groupe de travail sur les droits des paysans et des autres personnes travaillant dans les zones rurales, juillet 2026

Ce rapport du groupe de travail sur les droits des paysans et des autres personnes travaillant dans les zones rurales, dresse un état des lieux mondial des territorialités paysannes, pastorales et de pêche (terres, eaux, littoraux, forêts, pâturages). Il constate que, malgré les avancées normatives, la concentration foncière et les accaparements « verts » et maritimes s'intensifient : en Afrique subsaharienne, 73 % des terres sont coutumières, dont 1 % légalement reconnu. Il recommande plafonds d'accumulation, réforme agraire redistributive, reconnaissance des régimes collectifs et mobiles, et cite en modèle la Charte pastorale du Mali.

Terres accaparées et résistances communautaires - Une typologie des modes de dépossession foncière au Sud-Kivu

Article scientifique, Revue Afrique contemporaine, septembre 2026, ressource payante

Cet article de revue analyse les dépossession foncières au Sud-Kivu, dans l'Est de la République démocratique du Congo (RDC). Pierre Jacquemot, économiste et ancien ambassadeur de France en RDC, distingue cinq types d'accaparement : agriculture marchande, aires protégées, concessions minières, occupation par des groupes armés et expropriation après des déplacements forcés. Première source de conflits locaux, ces dépossession suscitent des résistances variées : mobilisation paysanne, recours aux autorités coutumières, actions en justice, plaidoyer, occupation de terres. La société civile les relaie par la cartographie participative et les certificats fonciers coutumiers. Femmes et peuples autochtones y jouent un rôle clé.

Pesticides

Analysis of the JRC report on pesticide mirror measures Key findings and advocacy implications

Analyse, Institut Veblen, CNCD-11.11.11, la Fondation pour la Nature et l'Homme, Humundi et Slow Food, septembre 2026, en anglais

Cette note d'analyse revient sur un rapport du Centre commun de recherche (JRC) de la Commission européenne consacré aux mesures miroirs, qui interdiraient d'importer des aliments contenant des résidus de 18 pesticides bannis dans l'Union européenne. Jean-François Garnier, consultant indépendant en agroéconomie, et Mathilde Dupré, codirectrice de l'Institut Veblen, estiment que les fortes hausses de prix annoncées reposent sur des hypothèses irréalistes : les pays exportateurs s'adapteront et l'effet sur les prix restera limité. Les auteur·ices appellent à des règles plus ambitieuses, justifiées par la santé et l'environnement.

Stock alimentaires

Gestion des stocks alimentaires en Afrique sahélienne : insectes, technologies et modèles prédictifs

Article scientifique, International Journal of Biological and Chemical Sciences, septembre 2026

Cet article de synthèse fait le point sur la gestion post-récolte des céréales et légumineuses en Afrique sahélienne, à partir de travaux menés notamment au Bénin, au Burkina Faso, au Cameroun, au Niger, au Nigéria et au Sénégal. Il montre que 92 à 97 % des producteurs et productrices stockent à domicile et que les pertes dues aux insectes vont de 6,2 à 70 %, les légumineuses étant les plus touchées. La lutte chimique domine malgré ses risques sanitaires ; les auteurs mettent en avant le stockage hermétique, dont les sacs à triple ensachage PICS, et appellent à développer des modèles prédictifs des pertes, encore rares.

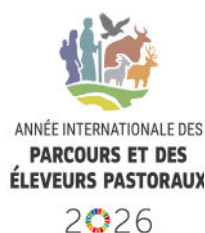
Systèmes alimentaires territorialisés

Quel avenir pour les maisons de l'alimentation durable (MAD) ?

Analyse, Iles de Paix, septembre 2026

Dans cette analyse, Isabelle Caignet, bioingénieure et membre de l'assemblée générale d'Iles de Paix, revient sur les trois Maisons de l'alimentation durable (MAD) de Wallonie (Belgique). Créées à partir de 2021 à Liège, Charleroi et Namur, ces structures réunissent acteurs publics, associations et citoyen·nes pour rendre une alimentation saine et durable accessible à toutes et tous. Elles comptent parmi les rares dispositifs entièrement consacrés à la sensibilisation, avec une attention particulière aux publics précaires. L'autrice conclut que ce travail demande du temps et des financements stables, or ces financements ont pris fin en 2025. Les actions des MAD sont aussi restées à petite échelle. Les futurs Projets alimentaires territoriaux (PAT) devront donc s'appuyer sur leur expérience pour toucher un public plus large, avec moins de moyens.

2026, ANNÉE INTERNATIONALE DES PARCOURS ET DES ÉLEVEURS PASTORAUX



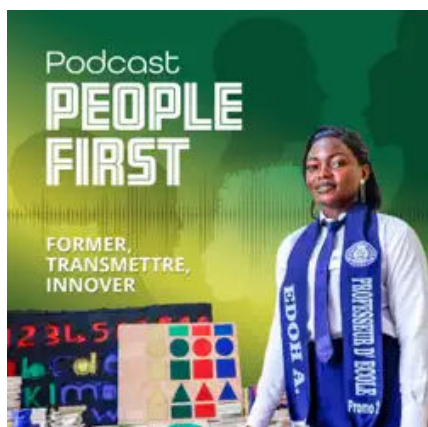
Grain de Sel, "Jeunesses Pastorales"

Episode 1 - La technologie au service du pastoralisme

Inter-réseaux et RBM, octobre 2026

Le numérique peut-il renforcer le pastoralisme sans imposer aux éleveurs des solutions conçues loin de leurs réalités ? Abdoulaye N'Dour, ingénieur sénégalais spécialisé en élevage et innovation rurale du Réseau Billital Maroobé (RBM), et Kampalimba Yamba, pasteur nigérien engagé au sein de l'Association pour la Promotion de l'Élevage au Sahel et en Savane (Apress), interrogent les transformations à l'œuvre.

PODCASTS



Former, transmettre, innover | People First Podcast

Podcast, Banque Mondiale, octobre 2026

Cet épisode de podcast met en lumière le rôle de l'éducation dans l'avenir des jeunes d'Afrique de l'Ouest et du Centre, de la petite enfance aux métiers du numérique et de l'agriculture. À travers des reportages au Togo, au Sénégal et au Cameroun, il aborde la formation des enseignant-es du préscolaire, les débouchés de la formation agricole et le soutien aux agripneur-es, puis l'initiation au numérique et à l'intelligence artificielle (IA).



Transformation locale du coton dans les villages

Podcast, RFI, octobre 2026

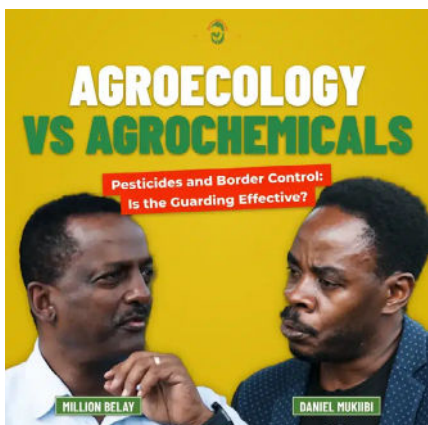
Ce podcast explore la transformation locale du coton au Mali, principale culture du pays, qui fait vivre environ 40 % de la population rurale. Il revient sur la création, en juillet 2026, de SOTEX-Mali, entreprise publique visant à transformer 40 000 tonnes de fibre par an, soit près de 13 % des volumes exportés. Youssouf Djim Sidibé, ingénieur agronome, secrétaire permanent de l'Association des producteurs de coton africains et ancien cadre de la Compagnie malienne pour le développement des textiles (CMDT), éclaire les retombées possibles pour les villages : emplois, métiers et valeur ajoutée.



Agriculture : une affaire de femmes – Episode #1 : Le travail invisible

Podcast, Cirad, octobre 2026

Cet épisode révèle qu'au Ghana, où l'agriculture occupe 40 % des actifs, les femmes des exploitations familiales travaillent en moyenne plus que les hommes dès lors que l'on compte le travail domestique, dit « reproductif » : cuisine, entretien, soins aux malades. Pierre Girard, économiste au CIRAD spécialiste de la transformation des économies rurales, et Dzifa Torvikey, chercheuse à l'ISSER, institut de recherche ghanéen, y décrivent aussi un marché du travail rural segmenté selon le sexe.



Border wars: The fight against illegal pesticides

Podcast, AFSA, octobre 2026, en anglais

Dans cet épisode, Million Belay, coordinateur général de l'AFSA, interroge Daniel Mukiibi, inspecteur agricole principal au ministère ougandais de l'Agriculture, en poste à Busia, à la frontière kényane. Son témoignage montre les limites du contrôle des échanges agricoles : pas de test OGM sur place, des vérifications surtout documentaires, et des frontières poreuses qui laissent entrer des pesticides contrefaits ou non homologués. Il défend l'agroécologie, moins dépendante des produits chimiques, et évoque l'installation prévue de laboratoires aux frontières pour accélérer les diagnostics.

26 octobre

Échange sur le rôle des observatoires fonciers en Afrique à partir du cas de l'OF du Tchad. Un dialogue avec des membres de l'OFT et de l'équipe de la Gouvernance foncière de la FAO

Événement, AGTER, 2026

Cette réunion thématique d'AGTER, à venir le 26 octobre 2026 à N'Djamena, à Nogent-sur-Marne et en ligne, permettra de comprendre à quoi servent les observatoires fonciers en Afrique. Les participant·es découvriront comment ces outils, nés de la recherche, en sont venus à éclairer les politiques publiques, et comment la FAO en accompagne plusieurs sur le continent. À partir de l'exemple du Tchad, présenté par ses responsables, on y apprendra comment un observatoire se construit : ses objectifs, ses liens avec le terrain et les instances de gouvernance foncière, son pilotage et ses moyens. Le débat dégagera l'utilité, les limites et les conditions de réussite de ces dispositifs.

Jusqu'au 20 octobre

Votez pour le prix Benoît Maria

Vote, AVSF, jusqu'au 20 octobre

Agronomes & Vétérinaires Sans Frontières (AVSF) ouvre le vote du Prix du Public pour l'édition 2026 du Prix Benoît Maria, créé en 2022 en hommage à un collègue assassiné au Guatemala. Trois initiatives seront récompensées, dont une par les internautes. Cinq sont en lice : filière de sésame biologique au service des femmes en Casamance (Sénégal), restauration des terres à Bandiagara (Mali), centre de formation agroécologique par et pour les femmes à Yokélé (Togo), ainsi que deux projets au Pérou autour d'un marché local et des maïs ancestraux.

Du 15 octobre au 30 novembre

20e édition du festival ALIMENTERRE

Plateforme, CFSI

Le CFSI prépare la 20e édition du festival ALIMENTERRE. Dix documentaires sur les systèmes alimentaires seront diffusés en France, en Outre-mer et dans une douzaine de pays. Les lancements des 15 et 16 octobre coïncident avec la Journée mondiale de l'alimentation. Pour l'Année internationale des agricultrices, le festival met à l'honneur le film Femmes des Terres, coréalisé par Emma Blandin, qui explore le rôle central des femmes dans l'agriculture à travers quatre pays : Inde, Bolivie, France et Togo. Pour cet anniversaire, les séances non commerciales sont exemptées de droits de projection.

8 et 9 décembre 2026

Formation « Comment capitaliser vos projets ? »

Formation, Com4Dev, Inter-réseaux, 8 et 9 décembre 2026

Com4Dev, en partenariat avec Inter-réseaux, organise une formation « Comment capitaliser vos projets ? » au Jardin d'Agronomie Tropicale, à Nogent-sur-Marne. Pendant deux jours, les chargé·es de projet apprendront à définir une stratégie et un plan de capitalisation et à mettre en place un suivi-capitalisation. Nourrie d'études de cas, la pédagogie est construite sur l'action, à partir de leurs propres projets. Animée par Sophie Nick, limitée à 12 participant·es, 500€/jour financement OPCO possible).

Retrouvez ce bulletin sur le site d'Inter-réseaux

<http://www.inter-reseaux.org/>

Pour ne plus en manquer, abonnez-vous :

<https://www.inter-reseaux.org/abonnez-vous/>

Et pour des suggestions, des réactions, écrivez-nous :

veille@inter-reseaux.org

Réalisé avec les veilleurs d'Inter-réseaux et le soutien de :

